

Prométhée

Journal communiste militant pour la Construction du Parti pour le Socialisme

Numéro 81
mars 2010

Sommaire : Les États sauvent les banques et les gavent de liquidités
Des banques devenues des machines de guerre
Des États à la merci des banques
Guerre sociale aux populations
Étrangler, étouffer le déficit public
Spéculation
Groupe ACCOR : Les financiers imposent la scission du groupe
Chômage, précarité
L'auto-entrepreneur contre les droits des salariés
L'esprit d'entreprise à l'école primaire
Sarkozy veut associer les syndicats à sa politique
Les marchés financiers contre la reprise de l'économie

La dictature du capital financier

Dimanche 7 mars, le premier ministre grec est une nouvelle fois reçu par Nicolas Sarkozy. Il y a quelques semaines, Sarkozy, au nom de l'Union européenne, du FMI et des marchés financiers, lui avait demandé de réduire le déficit public de la Grèce. Depuis, sous la pression de la spéculation et des banques qui la financent, le premier ministre grec a annoncé une série de mesures d'austérité, et la Grèce est aujourd'hui un pays sous tutelle. Régulièrement, le gouvernement grec doit rendre des comptes, dans tous les sens du terme, et prouver que les mesures sont réellement mises en œuvre. Après la Grèce, les marchés financiers s'apprentent à attaquer d'autres pays, comme le Portugal, l'Espagne et l'Irlande. Le signal leur sera donné par les agences de notation, rouges essentiels de ces mêmes marchés financiers.

Dans le même temps, Xavier Bertrand, secrétaire général de l'UMP, s'exprimant sur *Canal Plus*, le 7 mars, déclare que la France vit au dessus de ses moyens, un discours annonciateur d'une mise sous tutelle aggravée du peuple français, afin de rassurer les marchés financiers. Des marchés financiers qui s'adonnent plus que jamais à leur activité préférée, la spéculation, tandis que le chômage et la précarité se répandent à grande vitesse.

Cette soumission de tous les gouvernements, de droite comme de gauche, aux exigences toujours plus démesurées du capital financier se produit après des discours enflammés contre ce même capital financier.

Mais cette soumission est refusée par les populations, comme en Grèce, où grèves et manifestations se multiplient, et en Islande où, à une très large majorité, le peuple vient de dire non au paiement de la crise dont les banquiers sont responsables.

Les États sauvent les banques et les gavent de liquidités

Dans son édition du 5 février 2010, le journal financier *Les Échos* dresse le bilan des sommes mobilisées, d'une façon ou d'une autre, par les États pour sauver les banques. Les résultats sont saisissants : 182 milliards de dollars en France, 669 en Allemagne, 1 476 en Grande-Bretagne, et 2 683 aux USA.(1) En décembre 2009, lors de la dernière opération de

refinancement des banques européennes par la Banque centrale européenne, dirigée par Jean Claude Trichet, les banques ont demandé et obtenu près de 100 milliards d'euros, ce qui leur assure un surplus de liquidité pendant les 6 prochains mois qui va dépasser leurs besoins pour tout le premier semestre 2010. (*Les Échos* du 17 décembre). Une opération de refinancement, parfaitement légale, signifie que la Banque centrale européenne décide de prêter de l'argent aux banques, un mécanisme parfaitement décrit en ces termes dans *Le Monde* du 7 décembre : « les prêts accordés aux banques à un an, six et trois mois à un taux fixe de 1%. La mesure exceptionnelle avait été mise en place pour permettre aux établissements assoiffés de liquidités, de venir s'approvisionner auprès de la BCE, réservoir illimité. Ils en ont bien profité. Les banques se sont gavées de liquidités ».

Commentaire des *Échos* du 15 octobre : « les banques font des profits avec la baisse des taux d'intérêt des Banques Centrales. Les pyromanes auraient dû être punis, ils sont récompensés ».

Mais, il y a aussi les opérations illégales, comme nous le raconte *Le Monde* du 7 décembre 2009 : « Au Royaume Uni, David Blanchflower, ancien membre de la Banque d'Angleterre, a dévoilé que le gouverneur de la Banque avait fourni 61,6 milliards de livres (68,4 milliards d'euros) à Royal Bank of Scotland et HBOS pour les sauver en octobre. Et tout cela en cachette. »

Gavées de liquidités, tant en Europe qu'aux USA, les banques, sauvées de la faillite par les États, en ont profité pour prendre la place de celles qui n'ont pas survécu, et ce processus de concentration du système bancaire les a rendues plus puissantes que jamais, tout cela, bien sûr, au nom de la libre concurrence et de l'économie de marché.

Des banques devenues des machines de guerre

Il y a quelques mois, de sommet en sommet, de Pittsburgh aux montagnes enneigées de Davos, les chefs d'État de la planète avaient promis de réguler le système bancaire, de réduire sa place dans l'économie au profit, si l'on peut dire, de l'industrie et des activités productives, seules créatrices de

richesses réelles et porteuses d'un avenir radieux. Les attaques virulentes contre les bonus inadmissibles des méchants traders étaient devenues les figures imposées de tout discours sérieux, et les annonces de mesures plus draconiennes les unes que les autres, donnaient lieu à lieu à une concurrence, libre et non faussée par définition, entre des gouvernements farouchement décidés à tordre le cou à une finance irrationnelle et dangereuse pour l'avenir même de l'humanité. On allait voir ce qu'on allait voir.

De New-York à Londres, de Paris à Berlin, les gouvernements allaient s'en prendre sérieusement au mur de l'argent, mais, force est de constater que devant un tel déluge de feu, les financiers n'ont pas donné l'impression d'être particulièrement effrayés.

A Londres, Gordon Brown a annoncé la mise en place de taxes qui ont conduit le journal *Les Échos* du 10 décembre, à écrire : « Pour autant, il ne faut pas s'y tromper. Pour symbolique qu'elle soit, cette mesure n'annonce pas la mort de la City. Loin s'en faut. Parce qu'elle est temporaire- un an seulement- et devrait, du coup, susciter des stratégies d'évitement. Enfin et surtout, parce que son champ d'action est limité. Elle ne s'applique qu'à 20 000 banquiers, soit 10% seulement des effectifs de la cité financière. Les hedge funders par exemple, y échapperont. Il ne s'agit donc pas de remettre en cause l'ensemble de l'écosystème du premier centre financier mondial. Mais de prendre une mesure symbolique, politique. La mort de la City n'est pas pour demain. ». (2)

De même, lorsque le gouvernement anglais décide de baisser les salaires des hauts fonctionnaires, le véritable but de la mesure est ailleurs : « Les mêmes jugements s'appliquent cependant sur la mesure britannique de réduction de la dépense publique. Il s'agit en effet de baisser de 20% sur trois ans le salaire des plus hauts fonctionnaires, ceux qui gagnent plus de 150 000 livres (16 600 euros). Ils sont bien sûr peu nombreux. Mais c'est un signal puissant. Une façon de prévenir les autres fonctionnaires, qui se comptent en millions : eux aussi pourraient avoir à se serrer la ceinture » (*Le Monde* du 15 décembre 2009).

A Paris, même type de mesure, et même type de commentaire, dans *Les Échos* du 11 septembre 2009 : « le mauvais chien de garde aboie derrière le chat et laisse les voleurs entrer dans la maison. Les Français et les Rantanplan de la classe politique dénoncent les bonus des traders tandis que les banques recommencent à piller l'économie réelle. Les bénéfices des établissements financiers représentaient 10% du total des profits des entreprises françaises en 1980, cette part est passée à 41% en 2007 alors que le secteur financier ne représente que 5% de l'emploi salarié et 16% de la valeur ajoutée. Les bonus ne sont que l'épiphénomène de cette hypertrophie. Et le vrai problème est que la profession bancaire sort de la crise en position de force : renflouée par le contribuable, disposant de toutes les garanties des États, pleine aux as avec de l'argent prêté par les banques centrales et moins concurrentielle ».

A New York, même scénario. Selon *Les Échos* du 16 décembre 2009, « dans un avenir proche, les nouveaux mastodontes de la banque américaine apparaîtront pour ce qu'ils sont devenus, des machines de guerre sans équivalent dans le monde de la finance. » New York, Londres, Paris, Berlin, les États ont renforcé les banques, « et ce qui émerge aujourd'hui de la crise est un système financier encore pire que celui qui l'avait provoquée. Les survivants forment un oligopole de monstres financiers trop gros et trop interconnectés pour sombrer. Et ils ont gagné. Non pas parce qu'ils sont nécessairement les établissements les plus sains,

mais parce que ce sont eux qui ont reçu les soutiens les plus importants. On imagine sans peine comment ils vont se comporter quand on considère tous les dispositifs qui incitent à la prise de risque » (*Le Monde* du 1er septembre 2009).

Et, n'en déplaise à Nicolas Sarkozy, les banques françaises ne constituent en rien une exception, et exercent le même métier que leurs consœurs américaines. Ainsi, selon Xavier Rolet, ancien patron de Lehman Brothers à Paris, « il n'y pas de capitalisme anglo-saxon par opposition à un capitalisme européen continental. Les salariés de la finance à Paris font exactement la même chose que leurs homologues à New York, Londres et ailleurs. Leurs modèles de rémunération ont convergé depuis bien longtemps et les banques françaises sont des leaders mondiaux dans les produits financiers les plus sophistiqués que l'on trouve sur les marchés. » (*Les Échos* du 11 décembre 2009)

Les États ont donc donné aux banques les moyens d'être plus fortes face ... aux États.

Des États à la merci des banques

Pour sauver les banquiers et financer des plans dits de relance économique, les États se sont fortement endettés auprès des marchés financiers, appellation contrôlée des banques, fonds de pension, fonds spéculatifs, compagnies d'assurance, firmes multinationales et banques centrales de divers pays comme la Chine et certaines nations pétrolières. D'un côté donc, des États endettés, et de l'autre des marchés financiers, devenus des machines de guerre grâce à l'argent des États.

Des marchés financiers qui continuent à prendre les États en otage : « de fait, dès le début de la crise en août 2007, constate *Le Monde* du 6 décembre 2009, les banquiers ont cyniquement dit que la crise durerait jusqu'à ce que les États viennent les secourir. Les banques ont réalisé à quel point il est facile de coincer les États, elles n'ont aucune raison de ne pas recommencer. Du haut de leur technicité, elles intimident les gouvernements, Elles déploient une intense campagne de persuasion auprès des gouvernements et des parlementaires, maniant habilement la carotte des financements publics (et même des grands emprunts) et le bâton d'un blocage du crédit. Elles sont en passe de gagner. Pendant ce temps là, les opinions publiques se focalisent sur l'accessoire, les bonus. Les banques en sont fort aise car elles espèrent sauver l'essentiel, les profits ».

Aujourd'hui, la prise en otage signifie que les marchés financiers demandent aux États s'ils sont en mesure de rembourser leur dette. Les agences de notation, liées aux banques, entrent alors en jeu, dégradent les notes des États, et les financiers menacent, à leur tour, d'augmenter les taux d'intérêt, sinon de cesser de prêter de l'argent et de conduire ainsi le pays à la faillite. Dans cette situation, les financiers exigent que les États prennent les mesures nécessaires au remboursement de la dette. En d'autres termes, « l'endettement des États les met entre les mains des marchés financiers qui peuvent les dégrader, les mettre en faillite, menaçant ainsi l'ensemble du système » (*Les Échos* du 1er décembre 2009). Les États sont donc livrés au bon vouloir des marchés financiers, qu'ils doivent séduire par des mesures visant à dégager les sommes nécessaires au remboursement de la dette sans remettre en cause la compétitivité des entreprises, c'est-à-dire sans augmenter les impôts payés par les entreprises. Par conséquent il ne reste qu'une seule solution : réduire les dépenses publiques et le coût du travail.

Guerre sociale aux populations

Après avoir été remises sur pied par les États, c'est-à-dire par l'argent des contribuables, pour la grande majorité d'entre eux des travailleurs, les banques utilisent leur force de frappe contre les populations. Passage en revue non exhaustif.

Fin octobre 2009, le premier ministre grec renvoie le retour à l'équilibre budgétaire à 2011. Mais cela ne convient pas aux marchés financiers. Et à la mi décembre, l'agence de notation Standards and Poor dégrade la note de la Grèce, une mesure, que son porte parole explique dans le journal *Les Échos* du 17 décembre 2009 : « cette dégradation reflète notre opinion que les mesures qui ont été annoncées par le gouvernement grec pour réduire le déficit public ne sont pas suffisantes pour réduire durablement le fardeau de la dette. ». Immédiatement, les forces de la spéculation se déchaînent, menacent la Grèce de fermer les robinets du crédit, provoquent une baisse de l'euro, et conduisent l'Union européenne et le FMI à exiger du gouvernement grec l'annonce de mesures visant à réduire le déficit public. Ainsi, selon *Le Monde* du 12 février 2010, « Nicolas Sarkozy est prêt à aider M. Papandréou s'il garantit qu'il réduira bien de 4% du produit intérieur brut le déficit de son pays en 2010 », ce qui signifie augmentation de la TVA, baisse des salaires des fonctionnaires et de leur nombre, et gel des retraites des secteurs public et privé. Pour un dirigeant européen s'exprimant dans *Le Monde* du 30 janvier 2010, « Athènes doit entreprendre les réformes structurelles, exactement comme la France l'a fait en 1983 ». Des réformes, menées par un gouvernement dit de gauche avec des ministres du PCF, qui ont conduit notamment à une modification du partage de la valeur ajoutée en faveur des profits, au chômage et à la précarité, le tout au nom de la compétitivité des entreprises et de la préparation de la France à l'Union européenne.

Face à cette attaque, les organisations syndicales grecques, conformément aux règles de la démocratie, organisent un début de riposte et les travailleurs expriment leur refus légitime de payer une crise dont ils ne sont pas responsables. Ces grèves et manifestations sont alors interprétées, à juste titre, par les agences de notation, comme un refus de la population d'être, une nouvelle fois, l'otage des marchés financiers, et l'une d'entre elles, la Standard and Poor annonce alors « qu'elle pourrait abaisser la note de la Grèce d'ici un mois en cas de diminution du soutien aux réformes » (*Le Monde* du 26 février 2010).

Autrement dit, par la bouche de cette agence de notation, les marchés financiers annoncent à la population grecque que de nouvelles grèves et manifestations se traduiraient par un nouveau déchaînement spéculatif contre la Grèce, c'est-à-dire une nouvelle prise d'otage, visant à mettre le pays à genoux.

Questions : mais où sont donc passés les principes démocratiques dont se réclament frauduleusement les marchés financiers et leurs porte parole lorsqu'il s'agit, selon eux, de dénoncer les grèves dites minoritaires? Mais où est donc passé le respect de la souveraineté politique, lorsque un pays est mis sous tutelle de l'Union européenne et du FMI sur ordre des marchés financiers ? (3)

Ces questions peuvent également être posées pour bien d'autres pays en Europe, souvent présentée comme une aire de démocratie.

On entend encore les discours triomphateurs tenus, il y a quelques années, au sujet de l'Irlande, par les partisans de l'économie de marché, de la flexibilité des salaires, de l'allègement du code du travail et de la mondialisation heureuse : le tigre celtique, dont les taux de croissance bondissaient d'année en année, était une nouvelle preuve des bienfaits de la concurrence libérée de toutes sortes de rigidités

comme le salaire minimum légal, les conventions collectives et les acquis sociaux.

Mais aujourd'hui, c'est avec un manque total de souplesse et avec une particulière rigidité que les marchés financiers imposent leur loi à des gouvernements consentants. Selon *Les Échos* du 24 novembre 2009, « une brusque explosion de la dette de l'État s'explique par le fait que l'État a déchargé les banques du pays de leurs produits financiers toxiques pour les prendre à sa charge. Les fonctionnaires irlandais sont en train de payer les conséquences des erreurs de gestion commises par les institutions financières avant la crise ».

Plus précisément, « le ministre irlandais des finances s'est plié docilement à la pression des marchés. Il a annoncé des coupes budgétaires de 4 milliards d'euros en 2010 et de 2 milliards en 2011. Les fonctionnaires vont voir leur salaire diminuer de 10%. L'ensemble des prestations sociales va être revu à la baisse. ». (*Les Échos* du 11 décembre 2009). Le gouvernement irlandais s'est d'autant plus facilement plié à la pression des marchés, que selon *Le Monde* du 10 décembre 2009, en cas de refus de sa part, de faire le sale boulot, « les blouses blanches du FMI et de l'Union européenne étaient prêtes à une intervention chirurgicale pour sabrer dans les dépenses publiques »

Des interventions chirurgicales, les blouses blanches du FMI et l'Union européenne en mènent dans d'autres pays, auxquels, il y a une vingtaine d'années, les partisans de l'économie de marché, parmi lesquels les dirigeants des partis communistes alors au pouvoir, avaient promis prospérité et bonheur.

Selon *Le Monde* du 9 octobre 2009, « la Lettonie est sommée d'accentuer la rigueur malgré une économie en déroute. Placée depuis des mois au régime sec par une situation économique désastreuse, la Lettonie est pourtant accusée de ne pas aller assez loin dans la rigueur budgétaire par ses bailleurs de fonds. Les salaires ont déjà été réduits de 40% pour les policiers et les enseignants. La Lettonie a également réduit les allocations sociales et les retraites. Les factures d'électricité vont à nouveau augmenter. ». Dans quel but ? « le FMI et l'Union européenne soucieux des intérêts des banques suédoises ont préféré venir consolider l'édifice letton alors sur le point de s'effondrer, et forcé le pays à accentuer son effort de restructuration. A l'heure qu'il est, c'est tout simplement la survie de la Lettonie qui est en jeu. » (*Le Monde* du 10 décembre 2009).

En Hongrie, le Parlement révisé le budget sous la pression des bailleurs de fonds et Budapest s'est engagé à respecter les demandes du FMI, de l'Union européenne et de la Banque mondiale (*Les Échos* du 4 novembre 2009).

En Ukraine, lorsque le gouvernement augmente le salaire minimum de 11% et le minimum vital de 12%, le directeur général du FMI, le « socialiste » Dominique Strauss-Kahn se dit « inquiet de ces dérapages » (*Le Monde* du 5 décembre 2009).

En Roumanie, « le gouvernement a pris des mesures drastiques pour contenir les dépenses. Ainsi les fonctionnaires devront-ils prendre 10 jours de congés sans solde entre septembre et novembre. Les médecins dénoncent une pénurie de médicaments et la plupart des hôpitaux ne sont plus en mesure d'assurer les soins courants ». (*Le Monde* du 14 août 2009). Mais, pour le FMI, dirigé par Dominique Strauss-Kahn, et pour l'Union européenne, censée protéger les peuples des méfaits de la crise, ce n'est pas assez. En effet, d'après *Le Monde* du 1er novembre 2009, « les 2,5 milliards d'euros que les autorités roumaines comptaient recevoir du FMI et de l'Union européenne ne seront pas versés. Une délégation du FMI, en visite à Bucarest s'est montrée très réservée à l'égard

des autorités roumaines qui admettent ne pouvoir tenir leur engagement d'assainir les finances publiques ».

Étrangler, étouffer le déficit public

On aurait tort cependant de penser que ces attaques des marchés financiers contre les droits élémentaires des populations seraient réservées à des pays « périphériques » de l'Union européenne. Les interventions chirurgicales ont lieu également dans les pays les plus développés comme le montre l'exemple de la Californie.

D'après *Le Monde* du 20 juillet 2009, « la Californie tente d'échapper à la faillite et les agences de notation ont dégradé la note de l'État californien. On économise en fermant les tribunaux une journée par mois » et « les réductions budgétaires affectent principalement le secteur de l'éducation et de la santé publique pour les plus démunis. Ce budget réduit également les services publics en systématisant la pratique des congés sans solde jusqu'à trois jours par mois, qui représenteront une réduction de 15% du salaire des fonctionnaires. » (*Le Monde* du 26 juillet 2009). (4)

Et la France ? Dans un cri du cœur, l'éditorialiste du journal financier *Les Échos* du 15 octobre 2009, traite la question du « déficit structurel » de l'État et prononce la sentence suivante : « C'en est assez. Il faut enfin étrangler, étouffer ce déficit structurel. ». Selon les gouvernements et les institutions internationales, le déficit dit structurel est celui qui existe en temps normal et n'est en rien le résultat des dépenses liées à la crise. Il est le résultat des dépenses permanentes de l'État pour payer ses fonctionnaires et assurer les services publics. Vouloir en finir avec ce déficit, c'est donc vouloir en finir avec les fonctionnaires jugés trop nombreux et trop onéreux, et ce qu'on appelle la réforme de l'État, est un moyen de supprimer des dizaines de milliers de postes, suppression que doit faciliter la récente loi sur la mobilité qui va permettre de licencier des fonctionnaires.

Mais la lutte contre les déficits publics signifie également, dans le langage du traité de Maastricht, la lutte contre les déficits (5) de la Sécurité Sociale et plus particulièrement les déficits des systèmes de retraite. Interrogé dans *Le Monde* du 16 décembre 2009 sur le véritable but de la réforme des retraites, un proche de Sarkozy déclare : « les agences de notation et la Commission européenne peuvent être contentes. L'objectif absolu est de maintenir le crédit de la France » auprès des marchés financiers. (6)

Des marchés financiers, qui d'ailleurs, n'ont rien à craindre du grand emprunt contracté auprès d'eux par le gouvernement Sarkozy. En effet, s'exprimant dans *Le Monde* du 15 décembre 2009, Eric Woerth, ministre du budget les a rassurés en déclarant : « les intérêts de l'emprunt seront immédiatement gagés par des économies supplémentaires sur les dépenses courantes de l'État. », c'est-à-dire par la réduction du nombre de fonctionnaires. Le gouvernement Sarkozy aimerait bien diminuer les salaires des fonctionnaires mais « pour la ministre de l'Économie, Christine Lagarde, il faut tenir compte des capacités d'adaptation du corps social français. En clair : une stratégie à l'irlandaise, (baisse du salaire des fonctionnaires) serait suicidaire. » (*Les Échos* du 1er octobre 2009).

La situation est identique en Espagne, où selon *Le Monde* du 25 février 2010 « la capacité de Madrid à mener à bien la réforme des retraites est scrutée de près par les marchés et les institutions internationales » et constitue pour l'OCDE « un signal indispensable pour rassurer les marchés sur la volonté du gouvernement espagnol de s'attaquer aux déficits ». Envolés, disparus, les « arguments » habituellement

avancés sur le déséquilibre démographique dû au vieillissement des populations, place à la cruelle vérité des marchés financiers : les réformes des retraites ont pour finalité la satisfaction des exigences du capital financier.

Blouses blanches, interventions chirurgicales, sabrer dans les dépenses sociales, étrangler, étouffer, le moins que l'on puisse dire, est que le capital financier, les gouvernements et les institutions internationales (FMI, BCE, OMC), ne dédaignent pas les méthodes rigides quand il s'agit de défendre les intérêts des marchés financiers et démontrent à nouveau leur capacité à mener la lutte de classe lorsque leurs intérêts fondamentaux sont en jeu. Dans le même temps, et toujours avec les mêmes objectifs, ils n'hésitent pas une seule seconde à dénoncer bruyamment les « méthodes rigides » des salariés, qui font grève et manifestent pour défendre leurs droits élémentaires à la santé, à l'emploi stable et durable, et à l'instruction de leurs enfants. Des droits, il est vrai, totalement incompatibles avec les objectifs des banques et des marchés financiers, que les gouvernements ont aidés pour financer les entreprises et favoriser la reprise de l'économie et la création d'emplois. Mais, comme l'admet le journal *Les Échos* du 16 novembre 2009, « au regard des colossaux moyens déployés, la reprise est extraordinairement molle. Il y a déficit public sans reprise ».

A quoi les milliers de milliards mobilisés par les États pour relancer l'économie ont-ils donc été utilisés ?

Eh bien, conformément aux règles de l'économie de marché ils ont été utilisés dans les activités les plus rentables, tout d'abord dans le prêt d'argent aux États, ensuite dans la spéculation sur les monnaies, les actions, les terres agricoles, les matières premières et, enfin, dans les opérations de restructuration des entreprises afin d'accroître leur rentabilité et satisfaire ainsi les actionnaires.

Spéculation

Tout d'abord, les milliards généreusement prêtés par les Banques centrales aux banques au taux de 1%, ont été utilisés par les banques pour prêter de l'argent à 4% aux États en déficit. Ensuite, la spéculation, qui a pris des formes différentes, et s'est portée notamment sur les matières premières. En voici quelques exemples : *Les Échos* du 18 septembre 2009 : « dans le cas du cuivre, les investisseurs financiers ont été responsables de plus de 30% de la flambée des cours 2007-2008 et de plus de 60% de la reprise depuis début 2009 ». *Le Monde* du 31 octobre 2009 : « les investisseurs institutionnels qui ont découvert qu'ils pouvaient placer leurs formidables liquidités sur l'étain, le blé, la viande, le pétrole, des produits promis à une appréciation forte pour cause de croissance démographique. Ces investisseurs ont joué des indices des matières premières, au point que les masses financières investies dans cette nouvelle classe d'actifs sont passées de 13 milliards de dollars en 2003, à 320 milliards en 2008 ». *Le Monde* du 17 décembre 2009 : selon Jean Pierre Jouyet, président de l'Autorité des marchés financiers, « la moitié des transactions ne sont pas transparentes. C'est le terreau pour fabriquer la prochaine bulle. Sur le marché du pétrole, les transactions financières représentent 10 fois les volumes de pétrole effectivement échangés. Un an après Lehman, c'est-à-dire après la crise, on vit encore sur la spéculation ».

Quant à la spéculation sur les actions, elle a été relancée avec « l'argent facile fourni par les banques centrales, ces derniers mois, qui a été le carburant de la hausse des cours à défaut de relancer le crédit bancaire » (*Le Monde* du 3 novembre 2009). Comme l'exprime crûment un financier « il

y a plein de pognon, il faut bien le placer quelque part et pour le moment les actions sont un investissement intéressant » (*Le Monde* du 20 septembre 2009). Elle a également été relancée par une directive européenne de 2007, qui a cassé le monopole des Bourses traditionnelles sur les échanges de titres et donné la possibilité aux banques de créer des plates formes alternatives opaques. En effet, selon *Le Monde* du 16 décembre 2009, ces plates formes appelées darks pools, sont des marchés spécialisés dans l'échange confidentiel d'actions, et « les banques et les opérateurs de marché s'y sont engouffrés pour se procurer ainsi des sources de revenus complémentaires. »(7)

Des revenus complémentaires qui pourront être utilisés dans des opérations de restructuration des entreprises afin de donner naissance à de nouvelles opérations spéculatives. C'est ce que démontre l'exemple, parmi bien d'autres, de la réorganisation du groupe ACCOR.

Groupe ACCOR : Les financiers imposent la scission du groupe

Le capitalisme financier et spéculateur devait céder la place à un véritable capitalisme d'entreprise et les entreprises devaient être protégées de l'irrationalité boursière. On a pu rapidement évaluer la véracité de ces discours avec l'exemple du groupe Accor, qui regroupait jusqu'à aujourd'hui, deux activités essentielles, les services (tickets restaurant) et l'hôtellerie. Activité rentable, les services n'étaient pas valorisés en Bourse comme ils le méritaient, en raison de leur regroupement avec l'hôtellerie, beaucoup moins rentable.

Dès leur arrivée dans le capital du groupe Accor, les financiers ont fait pression pour la séparation des deux activités, et le 28 août 2009, le journal *Les Échos* pouvait annoncer : « la Bourse salue la perspective d'une scission d'Accor, les marchés financiers ont déjà tranché : Accor doit se scinder ». Ainsi donc, précisait le même journal, « il n'aura pas fallu six mois au PDG d'Accor, après la colonisation de son conseil par des financiers, pour lui faire une proposition à laquelle un tiers des administrateurs sont déjà acquis depuis des lustres ». But de l'opération ? « Colony Capital et Eurazéo, les deux fonds d'investissement qui détiennent 30% du capital d'Accor, demandent de longue date la scission dans l'espoir que la Bourse valorise mieux la branche services, ce qui mettrait un peu de baume à leurs plaies. Le titre a perdu deux tiers de sa valeur dans les deux ans qui ont suivi son plafond d'avril 2007. » (*Le Monde* du 16 décembre 2009).

Et pour *Les Échos* du 16 décembre 2009, « la séparation des deux corps d'activité d'Accor a une vertu boursière toute simple : celle de créer une nouvelle valeur sur laquelle les investisseurs pourront jeter leur dévolu ». En effet, « en isolant l'hôtellerie, cette activité deviendra en effet une cible potentielle, ce qui lui donne une dimension spéculative. L'objectif est de valoriser ces deux activités en Bourse. C'est ce que veulent les deux actionnaires majoritaires du groupe. » (*Le Monde* du 15 décembre 2009 et *Les Échos* du 28 août 2009).

Plus généralement, en 2009, dans le monde, les opérations de fusions- acquisitions réalisées par des grands groupes industriels -financiers et qui se traduisent toujours par des suppressions d'emplois, se sont élevées à 1 968 milliards de dollars. Sur l'ensemble des ces opérations, les banques d'affaires ont perçu 18,9 milliards de commissions. (*Le Monde* du 19 décembre 2009).

Chômage, précarité

Les activités spéculatives et les opérations de restructuration, la volonté de rentabiliser les entreprises pour satisfaire les

grands actionnaires, se traduisent par la montée du chômage, la dégradation des conditions de vie et de travail, et des attaques contre le statut même de salarié.

Dans tous les pays touchés par la crise, le chômage et le sous emploi augmentent dans des proportions considérables. Aux USA, pour ne prendre que cet exemple, si l'on prend en compte le chômage officiel, le temps partiel contraint et le nombre de chômeurs découragés, ce sont 26,9 millions de personnes qui sont sous employées, ce qui représente 17,5 % de la population active.

Dans les conditions de l'économie capitaliste, la compétitivité passe par la diminution des coûts de production et de la masse salariale, ce qui signifie des destructions d'emplois, mais aussi une dégradation des conditions de travail. Les destructions d'emplois provoquent un accroissement du chômage qui permet de faire pression sur les salaires. Comment ? « il reste une méthode pour faire baisser les salaires : embaucher les personnes récemment licenciées à un salaire moindre ». (*Le Monde* du 27 janvier 2010)

Quant aux conditions de travail en France, dans un livre récent, intitulé *Bas salaires et qualité de l'emploi*, Eve Caroli et Jérôme Gautié en dressent un bilan accablant. D'après ces auteurs, le travail devient de plus en plus dur, les horaires sont éclatés, et le travail s'intensifie avec la mise en œuvre des nouvelles technologies et des techniques de contrôle de plus en plus fines. De plus, avec la multiplication des tâches et une responsabilisation accrue, on assiste à une montée du stress, et en une décennie, le nombre d'accidents du travail a baissé deux fois moins vite en France que dans les autres pays européens.

Enfin, à propos des conditions de vie et de travail, comment ne pas apprécier à sa juste valeur, le grand sens de l'humour du directeur de l'usine Dunlop d'Amiens, qui a décidé de faire tourner les machines en continu. Interrogé sur les difficultés occasionnées aux salariés et à leurs familles, il a répondu que « moyennant une hygiène de vie adaptée il pense que le personnel peut trouver son équilibre. » (*Le Monde* du 15 décembre 2009) Et s'il n'y arrive pas, c'est la porte ouverte sur le suicide comme à France-Telecom et dans d'autres entreprises tant publiques que privées.

L'auto-entrepreneur contre les droits des salariés

Ceci étant, si les salariés ne sont pas contents de leur sort, pourquoi ne deviennent-ils pas entrepreneurs ? Pourquoi ne se saisissent-ils pas de la loi sur le statut de l'auto-entrepreneur, dite loi Novelli, qui leur permettra enfin de faire leurs preuves et d'éprouver ce que signifie la prise de risques, lot quotidien de ceux qui font avancer l'économie, comme la dernière crise vient de le prouver.

Depuis le vote de cette loi par le parlement, pas une semaine, pas un jour, sans que son auteur, décidément fier de son ouvrage, ne publie des statistiques triomphantes sur le nombre croissant de nouveaux entrepreneurs. Il est vrai, que d'après Hervé Novelli, « il y a en chaque français un chef d'entreprise qui sommeille ». Mais, il est tout aussi vrai, qu'il existe encore quelques journalistes qui font correctement leur travail, et l'un d'entre eux a dressé un premier bilan de la loi en ces termes : « les demandeurs d'emploi, allocataires de minimas sociaux, ou les personnes sans revenu, représentent près de la moitié des effectifs. Les jeunes diplômés qui ne parviennent pas à s'insérer dans le monde du travail, les retraités insatisfaits du montant de leur pension, semblent également être de plus en plus nombreux à tenter leur chance. Les entreprises pourraient être tentées de se séparer de certains employés, sans supporter le coût d'un licenciement, et de les convaincre de continuer à

effectuer leurs tâches pour leur propre compte, comme une sorte de filiale individuelle. Ces créations d'auto-entreprises n'auront pas créé de richesses supplémentaires. Elles auront juste rejeté les risques vers le salarié, qui n'aura pas beaucoup gagné en autonomie et devra prendre en charge sa propre protection et sa retraite. Ce serait un degré de plus dans l'émiettement de l'emploi et la remise en cause de la protection sociale. Déjà, remontent du terrain les premiers constats qui donnent corps à ces craintes. Ces clerks de notaire, mis en préretraite à cause de la crise immobilière, et qui reviennent travailler dans leurs études pour des missions ponctuelles, en tant qu'auto entrepreneurs. Ces petites annonces qui imposent l'affiliation à ce régime pour obtenir le travail proposé. Si ces dérives et ces effets d'aubaine devaient se généraliser le régime ressemblerait à l'officialisation d'une nouvelle forme de précarité et de sous salariat. » (Le Monde du 10 décembre 2009).

L'esprit d'entreprise à l'école primaire

Mais cette situation n'est pas nouvelle en Europe. Henri Novelli n'a rien inventé. Ainsi, *Le Monde* du 4 juin 2009, nous apprend que « près d'un million de Portugais, c'est-à-dire un travailleur sur cinq, sont considérés comme des prestataires de service. Même s'ils pointent chaque jour à l'usine ou au bureau, avec des horaires fixes et des collègues de travail qu'ils fréquentent depuis des mois, voire des années, leur patron reste un simple client à qui ils facturent une prestation et qui peut interrompre la collaboration du jour au lendemain. Pas de congés payés, pas d'indemnités de chômage ou journalières pour maladie ».

Pour obtenir de tels résultats, il est donc indispensable de réveiller le chef d'entreprise qui sommeille en chaque français, et pour cela, l'ouvrir à la vie réelle, dès le plus jeune âge.

Comment ? Réponse du journal *Les Échos* du 16 décembre 2009, dans un article intitulé *les nouvelles tendances de l'entrepreneuriat*, : « comment mieux diffuser l'entrepreneuriat ? Comment donner à tous le goût d'entreprendre ? Une réponse semble faire l'unanimité : il faut s'y prendre le plus tôt possible. Dès le collège ou le lycée, voire dès l'école primaire. Avec en filigrane, une remise en cause radicale du système éducatif, qui a trop souvent tendance à brimer la créativité et à générer l'ennui chez les élèves. » (8) Et pour que les choses soient bien claires, dans *Le Figaro* du 21 décembre 2009, Laurence Parisot, leader du MEDEF, déclare : « tous les chefs d'entreprise constatent que l'un de nos grands problèmes est l'éducation des jeunes. Eh bien, le sociétal c'est cela : des initiatives en direction de l'école, des professeurs et des élèves, car il est essentiel qu'ils comprennent la vie des entreprises et leurs positions. Il n'est pas question d'abandonner ce terrain. ».

Il en est d'autant moins question que la réforme Chatel, sous couvert d'aide à l'orientation des élèves, ouvre toujours plus les portes des lycées aux entreprises, tandis que les professeurs sont cordialement invités à suivre des stages en entreprises. Ainsi, ils auront enfin la possibilité de constater, combien les activités en entreprises, contrairement à leurs cours, permettent de lutter contre l'ennui et de développer la créativité de ceux qui ont l'immense chance d'en profiter... avant leur licenciement.

En somme, statut de l'entrepreneur et travail indépendant, esprit d'entreprise, goût d'entreprendre et non pas d'apprendre, concurrence des entreprises entre elles, concurrence des salariés entre eux, concurrence des établissements scolaires entre eux, concurrence des professeurs entre eux, devenus chacun porteur d'un projet indépendant, tout cela renvoie

chaque personne à son propre sort. C'est la loi de la concurrence, « la guerre de tous contre tous » (Marx), c'est donc la fin des droits du salariat, qui ont été arrachés de façon collective et ne peuvent exister que dans un cadre collectif. (9)

C'est ce cadre collectif que les marchés financiers veulent détruire pour imposer leur dictature sur le monde. A cette fin, ils sont prêts à utiliser tous les moyens à leur disposition, parmi lesquels, la corruption des partis politiques et l'association des organisations syndicales à leur entreprise destructrice de l'économie. Des moyens également destructeurs de la démocratie qui ne peut vivre sans partis politiques et syndicats indépendants de l'État.

Sarkozy veut associer les syndicats à sa politique

Ainsi, aux USA, selon l'économiste Jeffrey Sachs, « une autre crise tout aussi profonde provient de l'influence des grandes entreprises en politique. La pression exercée dans les coulisses par les plus puissantes d'entre elles domine désormais toute négociation, dont le public est exclu. Les plus grands acteurs, aussi bien à Wall Street que dans l'automobile, la santé, l'armement et l'immobilier ont infligé de graves dommages à l'économie mondiale et américaine. De nombreux experts voient le lobbying comme une sorte de corruption généralisée, qui concerne d'importantes sommes d'argent, très souvent sous la forme de financement des partis politiques, pour obtenir des avantages législatifs ou réglementaires. ».

(*Les Échos* du 30 novembre 2009). Plus précisément, selon Robert Reich, ancien ministre de Bill Clinton, « en 2009, Wall Street a distribué 42 millions de dollars aux campagnes de différents élus, mais tout spécialement aux membres des commissions bancaires du Sénat et de la Chambre. » (*Le Monde* du 26 février 2010).(10)

Quant à la France, *Les Échos* du 21 octobre 2009 constatent que « Nicolas Sarkozy opère peu à peu la fusion du politique et du monde des affaires ». Mais il ne se contente pas de cela et tente d'associer, toujours plus étroitement, les organisations syndicales à sa politique de soumission aux marchés financiers. De sommets sociaux en États généraux de l'industrie, de réunions officielles en rencontres plus discrètes, Nicolas Sarkozy, avec ses conseillers Alain Minc et Raymond Soubie, multiplie les contacts avec les directions syndicales pour les intégrer à ses contre réformes.

Toujours bien informé, le journal *Les Échos* du 7 décembre 2009 peut écrire : « ministres et conseillers témoignent de cette attention particulière portée à la CGT : l'Élysée demande que l'on ménage Bernard Thibault et ce dernier n'hésite pas à appeler les ministres sur leur portable. Lorsque le secrétaire général de la CGT a in fine accepté de déjeuner en tête-à-tête avec le chef de l'État, il a insisté pour que cela se fasse discrètement et non pas dans un restaurant comme le souhaitait Nicolas Sarkozy. »

On ne connaît pas le contenu des discussions, mais Nicolas Sarkozy aura sûrement apprécié à sa juste valeur cette déclaration de Mourad Rabhi, dirigeant de la CGT, qui affirme : « je ne pense pas qu'il faille interdire les licenciements. » (*Humanité Dimanche* du 23 juillet 2009).

Ce qui vient de se passer chez Total est l'un des derniers exemples en date, et non des moindres, de ce processus. Où l'on a vu comment de concert l'Élysée et les directions de Total et de la CGT sont parvenus à obtenir la suspension d'une grève générale de 48 heures dans toutes les raffineries du groupe pétrolier. Avec comme résultat : une vague promesse de Total concernant quatre raffineries et une certitude la fermeture de celle de Dunkerque.

Le même processus est aussi largement entamé en Espagne où le premier ministre Zapatero souligne l'esprit de responsabilité des directions syndicales, et où « *l'alignement est tel, que le dirigeant de L'Union Générale des Travailleurs est parfois présenté comme le véritable ministre du travail.* » (Les Échos du 30 novembre 2009).

Les marchés financiers contre la reprise de l'économie

En 2009, « *les États ont injecté 5 000 milliards de dollars dans des économies dévastées par le souffle de l'explosion financière* » (Les Échos du 1er janvier 2010).

Mais où est la relance de l'investissement ? Où sont les créations d'emplois ? Où est la reprise de l'économie ? Poser ces questions, c'est dire aux capitalistes financiers ; qu'avez-vous fait de l'argent public ? Toutes les statistiques sont là pour le prouver : cet argent a été englouti dans les spéculations les plus folles et dans les restructurations d'entreprises, des activités beaucoup plus rentables que la relance de la production et la création d'emplois. En d'autres termes, les marchés financiers ne veulent pas la reprise économique et la baisse du chômage, non pas parce qu'ils seraient dirigés par de méchants personnages, mais tout simplement, parce qu'ils défendent leurs intérêts. En effet, la hausse du chômage permet de baisser les salaires, d'augmenter les profits des entreprises, et elle signifie que les États vont continuer à injecter de l'argent dans l'économie au nom de la relance et de la lutte contre le chômage. Des plans de « relance » qui signifient que les États vont continuer à emprunter aux marchés financiers, pour ensuite présenter l'addition aux peuples sous forme d'attaques de toutes sortes contre les fonctionnaires et de réduction de la dépense publique (école, santé, services publics), c'est-à-dire d'attaques contre les populations. Des attaques que les marchés financiers aggravent en mettant en doute la capacité des États à rembourser leurs dettes, les poussant ainsi, sous la menace de vagues spéculatives, à accentuer les plans d'austérité. On assiste alors, via les États et les institutions internationales (Union européenne, FMI, OMC) à un transfert de richesses des peuples vers les capitalistes financiers, qui ont alors les moyens de spéculer toujours plus, créant ainsi les conditions d'une nouvelle crise.

Telle est la logique infernale du capitalisme financier, dans lequel « *près de la moitié des profits des grandes entreprises mondiales est aujourd'hui réalisée par des institutions financières qui ne créent pas de richesses stricto sensu* ». (Le Monde du 5 septembre 2009) et dont l'activité principale est la spéculation : « *d'après les calculs du New York Stock Exchange, la durée moyenne pendant laquelle une action reste aux mains du même propriétaire est passée de 7 ans dans les années 1960 à 7 mois à peine de nos jours. Selon les canons du capitalisme classique, le rôle du marché est d'allouer efficacement les ressources aux entreprises. Mais le concept fait doucement rire les courtiers aujourd'hui* » (Le Monde du 15 janvier 2010).

En d'autres termes, « *les États et les Banques centrales ont déversé des sommes astronomiques pour éviter à l'économie mondiale de sombrer. En clair, l'ensemble du système vit sous assistance respiratoire. Et on ne sait toujours pas si le patient peut respirer seul.* » (Les Échos du 4 janvier 2010). Cette situation a été au centre des discussions du dernier sommet de Davos qui réunit chaque année les principaux dirigeants de la planète. Selon Les Échos du 1er janvier 2010, « *l'idée que ça ne peut plus continuer comme avant est revenue sans cesse* », une idée déjà exprimée par Lord Turner, régulateur en chef de la City, pour qui, la finance n'a pas retenu les leçons de la crise et pour qui « *nous baignons toujours dans l'aveuglement*

collectif ». (Les Échos du 2 décembre 2009).

Mais dans le même temps, tous les dirigeants de la planète, Lord Turner compris, estiment, comme Jean Claude Trichet, président de la BCE, « *que l'économie de marché demeure le moyen le plus approprié pour créer des richesses* » (Le Monde du 18 novembre 2009). (11)

C'est ce qu'on appelle une impasse historique, celle du capitalisme financier qui vit comme un parasite sur le corps de la société, et dans laquelle tous les gouvernements tentent de conduire les peuples du monde. Et parmi ces gouvernements, celui de Sarkozy, qui, après avoir activement participé à la mise sous tutelle de la Grèce, prépare une « mise sous tutelle » aggravée du peuple français.

A cette fin, Sarkozy compte sur les directions syndicales, pour que, de fausses négociations en journées d'action dispersées, les travailleurs ne puissent avoir les moyens d'organiser le mouvement d'ensemble qui s'impose pour le retrait de toutes les contre réformes. Il appartient donc aux travailleurs, aux chômeurs et aux jeunes, de se réapproprier leurs organisations syndicales pour exiger d'elles, un combat unitaire contre ce gouvernement, ce qui passe d'abord par le refus de participer à un faux dialogue social qui a pour but de les intégrer à la politique de Sarkozy.

Albert Savani

NOTES

1) Les Échos du 11 septembre 2009 : « *le contribuable, il va payer pendant des années pour les folies de la finance alors que des milliers de financiers se sont enrichis* ». Dans le même temps, les paradis fiscaux hébergeaient en 2005, selon le FMI, 4 000 banques, les deux tiers des fonds spéculatifs et 2 millions de sociétés écrans. La Banque de France a chiffré à 475 milliards de dollars les créances des banques françaises sur les paradis fiscaux, dont 55 milliards en Suisse. (Le Monde du 19 septembre 2009)

2) Ce qui doit réjouir Michel Barnier, ex-ministre de Sarkozy, devenu commissaire européen, qui déclare : « *la force de l'Europe dépend de la santé économique de la City* ». (Le Monde du 17 décembre 2009). Des propos qui relativisent grandement ses discours contre le capitalisme financier.

3) Les Échos du 5 octobre 2009 : « *au FMI le pouvoir américain reste intact* ». Lorsque l'Union européenne collabore avec le FMI pour imposer des plans d'austérité, où est la résistance de l'Europe face au capital américain ?

4) Ce type de politique a déjà été appliqué dans les pays dits sous développés avec les résultats suivants : « *en Afrique subsaharienne, il faudra 2,3 millions d'enseignants d'ici à 2015. Pour comprendre cette situation, il faut remonter aux années 1990 et à la mise en place des plans d'ajustement structurel qui ont amené un gel des recrutements des fonctionnaires. Dans de nombreux pays, les écoles normales où sont formés les enseignants ont été fermées pendant parfois plus d'une décennie.* » (Le Monde du 9 décembre 2009)

5) Des déficits qui sont le résultat des politiques d'austérité salariale et de chômage menée depuis 30 ans par tous les gouvernements. Ces politiques réduisent la masse salariale, et donc les cotisations sociales, ce qui réduit les recettes de la Sécurité Sociale.

6) Il s'agit également de s'en prendre aux hôpitaux. Dans Les Échos du 26 novembre 2009, Raymond Soubie, conseiller de Sarkozy, constate que dans les hôpitaux il va y avoir, entre 2008 et 2015, 220 000 départs à la retraite. Excellente occasion, dit-il, pour supprimer des emplois. C'est ce qu'on appelle avoir des capacités d'adaptation.

7) Selon Les Échos du 17 décembre 2009, la Conférence

annuelle de l'Autorité des marchés financiers dresse un sévère bilan de la libéralisation du secteur boursier en Europe. Selon un avocat d'affaires « *l'Union européenne a contribué à déplacer les curseurs dans un sens toujours plus favorable aux actionnaires* ». Et d'après Martin Bouygues lui-même, patron d'un groupe industriel, « *il se fait tous les jours des opérations sur nos titres dont on ne peut avoir de données claires. C'est très inquiétant* ». Enfin, selon *Les Échos* du 16 septembre 2009, « *le secteur financier, dont la logique est pourtant fondée sur l'information, baigne dans une opacité extrême* ». Dans le même temps, les économistes officiels apprennent à leurs étudiants que l'économie de marché est basée sur une information parfaite des agents économiques.

8) En Islande, selon un économiste cité dans *Les Échos* du 3 septembre 2009, « *dans les domaines de l'éducation et de la santé, le pays a trop dépensé pendant les années de surchauffe. Il a notamment l'un des taux d'enseignants les plus élevés au monde ; il lui suffirait de revenir aux niveaux de dépenses d'il*

y a 7 ou 8 ans ». Excellente nouvelle, cela diminuera le taux d'ennui dans les établissements scolaires.

9) Cette concurrence a aussi de graves conséquences pour les consommateurs. On a beaucoup parlé récemment des problèmes rencontrés par les utilisateurs des voitures Toyota. Selon *Le Monde* du 31 janvier 2010, « *pour de nombreux spécialistes, la concurrence internationale de plus en plus féroce qui sévit entre les constructeurs expliquerait les problèmes de Toyota. Comme ses concurrents, il est obsédé par la réduction de ses coûts et le raccourcissement des délais de conception. Cette pression croissante sur les fournisseurs a pu porter atteinte au contrôle qualité.* »

10) D'après Larry Summers, proche de Barack Obama, la finance américaine déploie trois lobbystes autour de chacun des membres du Congrès (*Les Échos* du 1er janvier 2010).

11) Certains vont plus loin, comme le patron de la banque Goldman Sachs, qui déclare : « *je ne suis qu'un banquier faisant le travail de Dieu* » (*Le Monde* du 10 novembre 2009).

Les militants et les militantes communistes qui animent ce site contribuent à :

Démontrer que le capitalisme n'est pas la fin de l'histoire.

Reforger une conscience politique du prolétariat sévèrement mise à mal par l'expérience des États dits socialistes" et par le triste bilan des gouvernements de "gauche".

Affirmer et défendre, en toutes circonstances, l'indépendance politique du prolétariat vis-à-vis de la bourgeoisie.

Promouvoir la nécessaire libération du capitalisme en réaffirmant que "l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes".

Faire émerger l'indispensable unité internationale du prolétariat pour en finir avec la mondialisation et ses guerres impérialistes.

Militer pour l'organisation du prolétariat "en classe et donc en parti politique".

Les pages de ce site sont ouvertes à l'analyse, à la réflexion et au débat pour comprendre le monde sous domination impérialiste et œuvrer à sa transformation révolutionnaire

PROMETHEE

Directeur de la publication : Emile Fabrol
ISSN : 1142-2254

Site Internet : <http://promcomm.wordpress.com>

Prenez contact avec nous, Participez à nos activités :
promcomm@gmail.com

Date de bouclage : 9 mars 2010